

POINT DE VUE

Calculs & calcul de pensions de retraite

Sujet à discussion, points de vue divers, contradictions... Le calcul des pensions de retraite a brillé de mille feux en péchant dans l'inégalitaire, voire l'inique. Il représente aujourd'hui tant pour les pensionnés (qui se voient lourdement pénalisés... exclus) que pour le système de retraite en lui-même... un réel handicap. Bien que conscients, les pouvoirs publics, en l'absence d'une saine volonté politique, creusent davantage le fossé à coups de slogans... genre «on va faire payer les nantis... alors que le pays est riche...» ou bien alors «maintenir les vieux à leur poste de travail au-delà de la durée légale de retraite... alors que les jeunes demandeurs d'emploi chôment...».

Pendant des années, la FNTR et l'UGTA (par acquis de conscience) ont consacré «quelque temps» au dossier retraite et ses spécificités, et auraient même eu la possibilité de dégager un consensus sur la nécessité d'adapter le rôle de la CNR aux réformes prévues notamment en matière de revalorisation des pensions, de la révision des pensions liquidées au titre de «l'anticipation ou du proportionnel», «le calcul des pensions post-liquidation des EPE sur la base des salaires des années 1998 à 2000 ainsi que les étapes terriblement bagne d'une carrière professionnelle d'abord interrompue par un fait économique inévitable (compression des effectifs) entraînant, entre autres, la nécessaire option pour une retraite non désirée... faute de choix et plus encore pouvoir voter tout naturellement. Ensuite, la reprise d'une activité salariale régulière on ne peut plus rémunératrice concourant aux irrésistibles

cotisations-impositions Cnas-IRG... dont la CNR n'en tient pourtant pas compte dans ses calculs... du fait du vide juridique entourant la question.

C'est précisément sur ce dernier point que le dossier devrait être, sinon rouvert, constitué de nouveau, instruit et soumis à un débat national en vue de la mise en place de réformes socioéconomiques équitables ayant pour base les principes fondamentaux de la sécurité sociale, à savoir répartition judicieuse des ressources et solidarité.

L'ancrage étant celui de l'honorable but d'assurer un restant de vie meilleur au bénéfice de cette frange de population (retraités)... frange qui, au bout du compte, aurait subi moult contraintes et par moments connue de terribles exactions et enduré les pires humiliations... Ainsi donc, et pour mieux illustrer ce postulat, j'expose dans la page retraite du *Soir d'Algérie* mon cas (similaire à tant d'autres) à l'opinion publique qui appréciera et aux décideurs spécialement en prévision d'un plus nécessaire à apporter à notre société civile, à son épanouissement. Un cas dis-je d'équilibre et d'équité à inscrire à l'actif de l'équipe gouvernante actuelle.

Il s'agit de la loi n°83-11 du 02/07/1983 relative aux assurances sociales modifiée et complétée. Si ce texte de loi est d'un apport certain pour les salariés, il conserve néanmoins et en son sein quelques insuffisances... sans pour autant les citer toutes, je ne ferais cas que sur celle qui affecte une catégorie de salariés ayant formulé dossier de retraite anticipée et ou proportionnelle liquidée. Nombreux sont ceux, tout comme moi mère de famille (4 enfants), endurent mal leur retraite du fait du faible montant de la pension déagée à leur bénéfice...

«Jugez-en !»

Montant retraite : Au 30/04/2011, servi au cadre de la nation que je suis : 9 900,39 DA/mois. Ce dernier fit l'objet de réclamations v0erbales puis écrites... (réponse stéréotypée, invariable... ci-jointe copie).

Madame la ministre déléguée chargée de la Famille et de la Condition féminine aura été sollicitée pour une entrevue... afin de dégager étude sur la question. La demande demeure à ce jour, sans suite, pourtant ! Ses missions devraient en principe l'inciter à prendre en compte une telle sollicitation en vue de «réduire la fracture sociale, d'initier et proposer tout dispositif législatif et réglementaire, d'œuvrer pour soutenir et développer les initiatives locales, de proposer et de contribuer à la mise en place de nouveaux instruments, de soutenir toute action tendant à prendre en charge ou à améliorer les conditions de vie des catégories vulnérables, d'établir avec les départements ministériels concernés et en concertation, des programmes pour la protection de la famille, de l'enfant, de la femme». Ayant réintégré la vie active (ingénieur d'Etat lié à la recherche scientifique et technique) au CRSTRA Biskra, je suis présentement assujettie aux cotisations Cnas.

Mon problème : Il est celui de tous les retraités qui comme moi ont opté par «contrainte nécessité» à cette formule de retraite proportionnelle et ou anticipée liquidée. La pension découlant de ces dernières ne peut être (sauf exception) révisée en fonction des cotisations dont je suis présentement assujettie et issues de mon activité,

Est-ce équitable ? Ce déséquilibre on ne peut plus préjudiciable parce que inique va à l'encontre :
- des missions de la Cnas ;
- des fondements même de la Sécurité sociale censée être de mise et couvrant tant ma personne que ma famille.

Quatre variantes sont alors envisageables et ressurgissant du vœu profond manifesté par les retraités ou futurs retraités

1 - Soit légiférer dans le sens de porter à révision les pensions liquidées, et ce, à la lumière des nouveaux éléments acquis suite à la reprise de l'exercice d'une activité professionnelle.

2 - Soit donner la possibilité au pensionné de rembourser la totalité des sommes consenties par la CNR afin de bénéficiaire, plus tard, lorsque les conditions d'ouverture de droit à la retraite légale sont réunies pour aspirer à une pension équitable... conforme au bon sens et humainement acceptable (cette formule existe réellement... pour ceux qui ont du poids et ou fortement introduits).

3 - Accorder à des sociétés privées concurrentes cette faculté d'exercer la même activité que la Cnas-CNR et de ce fait permettre aux salariés non seulement d'avoir le choix pour une meilleure prise en charge de leurs Avoirs mais également pousser la Cnas-CNR à s'aligner sur des modèles propres à la société algérienne bien plus efficaces et/ou la qualité de service conduirait le retraité (après les sacrifices consentis) à mieux supporter le poids psycho-dévastateur de son reliquat de vie.

4 - Ou bien alors ne pas être assujettie et, dans ce cas-là, le salarié en serait quitte en s'auto-assurant.

Dakhia Nadjat, Biskra

Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs...

Militaire invalide en attente d'un rappel

Lecteur assidu du *Soir d'Algérie*, j'ose espérer que vous voudrez bien insérer dans la rubrique retraite ce qui suit :

- Reformé des rangs de l'ANP le 16 janvier 1977, après plus de 12 années de service, une pension d'invalidité d'un taux de 80% me fut fort justement concédée. Ce taux fut arbitrairement ramené à 30% définitif, alors que l'infirmité pour laquelle j'ai été reformé, une otospongiose bilatérale réputée incurable, s'est même aggravée.

- Après des dizaines de lettres de recours, ce n'est qu'en 2009, après une nouvelle expertise médicale, que ma situation fut enfin régulariser.

- Cependant, quoique la pension (2 280 DA/mois), soit 80% me fut à nouveau concédée, aucun rappel ne me fut versé contrairement au code des pensions de retraite en vigueur, bien qu'il s'agisse-là d'un erreur comme l'a prouvé l'expertise médicale.

- Mes chaleureuses salutations à toute l'équipe de rédaction du «Soir retraite».

M. Kehlaoui, Oran

Et la prime départ à la retraite ?

Je suis un fidèle lecteur du *Soir d'Algérie* et vous demande de bien vouloir m'éclairer sur mon cas qui est le suivant : retraité depuis l'année 2006, âgé de 61 ans, père de 3 enfants, je touche une pension de 12 000 DA par mois sans autre ressource. Je demande auprès de mon cher journal si j'ai droit à la prime de départ à la retraite, j'ai couru dans tous les sens, aux inspections du Travail de Reghaïa, Alger et Aïn Naâdja, et rien à ce

jour. La devise des responsables est «c'est pas moi, c'est lui» ; que dois-je faire ? Je suis un pauvre et malheureux retraité, un *mahgour* dans son propre pays.

Après de dures années de travail pleines de sacrifices passées à la société SNTR Logitrans de Rouiba, honnête dans mon travail et avec mon entourage, Dieu est témoin *hamdoudilah*, on m'a remis un chèque de 20 000 DA comme récompense des 32 ans de services, c'est comme si je suis entré par la porte et sorti par la fenêtre. Bon courage et merci à la page «Retraite».

Kouadri Habbaz Mohamed, El-Marsa, Alger

Réponse : Le bénéfice d'une prime de départ à la retraite est tributaire de la convention des personnels de l'entreprise. Si ce droit est inscrit dans la convention, vous pouvez en bénéficier.

Validation de la période du service national non comptabilisée dans ma retraite

En réintégrant non poste comme PEM titulaire le 16 septembre 1981, le gestionnaire m'informe que la somme de 5 311,44 DA sera retenue sur mon salaire pour valider la période du service national et l'année de stagiaire.

En effet, à compter du 1^{er} avril 1982, le gestionnaire procède aux retenues jusqu'au 30 mars 1985. Au total, 36 mois qui représentent les 24 mois du service national et les 12 mois de stage.

A mon départ en retraite, les responsables de la CNR m'ont surpris par la non-comptabilisation des 24 mois du service national sachant bien que j'ai en ma possession des certificats administratifs que les ges-

tionnaires m'ont délivrés prouvant la validation du service national. La validation concerne la période allant du 17 septembre 1978 au 15 septembre 1981. Ai-je droit au remboursement ou à la comptabilisation ? Où se situe la responsabilité ?

A. Ali, Biskra

Réponse : La prise en compte des années du service national dans le calcul de la pension n'est un droit légal que pour les départs à la retraite à l'âge de 60 ans.

Pension de retraite proportionnelle

Jouissant d'une retraite proportionnelle (109 trimestres), je souhaite savoir si à l'âge de 60 ans cette retraite deviendra une retraite normale, pension directe selon l'article 6 de la loi 83/13 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, où elle continuera à être réglée par l'ordonnance 97/13 du 31 mai 1997.

M. Gribi Mostefa, Blida

Réponse : Les pensions accordées dans ce cadre sont liquidées définitivement et ne sont pas révisables.

Les 2 ans du service national

Par la présente lettre j'attire l'attention des responsables en ce qui concerne les 2 années passées au service national. Pourquoi ces années ne sont pas comptées dans le calcul de la retraite avant 60 ans alors que les années passées au maquis (repentis) sont prises en considération (nous n'avons pas sacrifié deux ans de notre chère jeunesse sans être rémunérés) ?

Saâdi Omar, Bou Haroun, Tipasa